

DECISION DU PRESIDENT

de la Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans

N°70-23

Nature de l'acte : 1 Commande Publique – 1.1 Marchés Publics

OBJET : Maîtrise d'œuvre Redimensionnement du réseau eaux pluviales aux Grosliers (Commune de Châtel-Guyon) - Attribution du marché subséquent

Le Président de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans,

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Commande Publique,

Vu la délibération en date du 23 juillet 2020 donnant délégation au Président de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services, d'un montant inférieur à 90 000 € HT pour les marchés de fournitures et services, et à 214 000 € HT pour les marchés de travaux, ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget,

Vu l'accord cadre multi-attributaire de maîtrise d'œuvre pour les réseaux d'eau potable et d'assainissement conclu le 30 juin 2021 avec les sociétés MERLIN (63800 - COURNON D'AUVERGNE), GEOVAL (63800 - COURNON D'AUVERGNE) et EGIS (34965 - MONTPELLIER),

Vu la consultation engagée auprès des 3 titulaires susmentionnés de l'accord cadre,

Vu l'analyse des offres,

Considérant que les crédits sont inscrits au budget,

Article 1 :

Décide d'attribuer le marché subséquent Maîtrise d'œuvre Redimensionnement du réseau eaux pluviales aux Grosliers (Commune de Châtel-Guyon) à la société EGIS EAU (63000 – Clermont-Ferrand) pour un montant de 18 135,00 € HT,

Article 2 :

La présente décision sera inscrite au registre des décisions et communiquée au prochain conseil communautaire.

Ampliation en sera faite à :

- Monsieur le Sous-Préfet,
- Monsieur le Trésorier Principal,
- L'entreprise titulaire du marché.

Fait à Riom, le 03 mars 2023,

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).



Reçu en préfecture le 22/03/2023
063-200070753-20230303-DC70-23-CC
Date de télétransmission : 22/03/2023
Date de réception préfecture : 22/03/2023